



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE JEAN-BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »

juin 2017

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

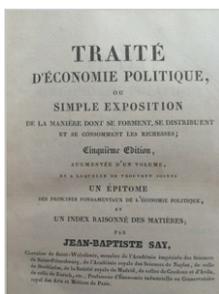
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, le 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

juin 2017

La réalité des faits et les préjugés



En France particulièrement, mais pas seulement, les périodes électorales, avec leurs discours et leurs programmes, sont propices à la diffusion d'idées qui se nourrissent davantage de préjugés que de réalité, mais qui viennent conforter ceux qui les répandent dans leurs positions d'ordonnateurs de la morale publique et même privée. En rapport avec notre 10/10 du mois « Non, ce n'était pas mieux avant », relisons quelques indications de J-B Say au sujet de l'exigence de la connaissance des faits et de la supériorité de la réalité sur les systèmes abstraits.

« Mais sait-on bien tout ce qu'on doit entendre par ce mot fait, si souvent employé ?

Il me semble qu'il désigne tout à la fois les choses qui existent et les choses qui arrivent ; les choses qui existent pour qu'elles puissent servir de bases à des raisonnements sûrs, il faut les voir telles qu'elles sont, sous toutes leurs faces, avec toutes leurs propriétés. Sans cela, croyant raisonner de la même chose, on pourrait discourir, sous le même nom de deux choses diverses. Le second ordre des faits, les choses qui arrivent, consiste dans les phénomènes qui se manifestent lorsqu'on observe comment les choses se passent. C'est un fait que lorsqu'on expose les métaux à une certaine chaleur, ils deviennent fluides.

La manière dont les choses sont et dont les choses arrivent, constitue ce qu'on appelle la nature des choses ; et l'observation exacte de la nature des choses est l'unique fondement de toute vérité. De là naissent deux genres de sciences : les sciences qu'on peut nommer descriptives, qui consistent à nommer et à classer les choses, comme la botanique, et les sciences expérimentales, qui nous font connaître les actions réciproques que les choses exercent les unes sur les autres, ou en d'autres termes, la liaison des effets avec leurs causes ; telles sont la physique et la chimie.

L'économie, telle qu'on l'étudie à présent, est tout entière fondée sur des faits ; car la nature des choses est un fait, aussi bien que l'événement qui en résulte. Remarquez que ceux qui ont une mémoire nette et un jugement obscur, qui déclament contre les doctrines les plus solides, fruits d'une vaste expérience et d'un raisonnement sûr, qui crient au système chaque fois qu'on sort de leur routine, sont précisément ceux qui ont le plus de systèmes et qui les soutiennent avec l'opiniâtreté de la sottise, c'est-à-dire avec la crainte d'être convaincus, plutôt qu'avec le désir d'arriver au vrai. »

Traité d'économie politique — cinquième édition -1826

Analyse économique

juin 2017

Ralentissement de la productivité mondiale : c'est grave ? *Partie 2*

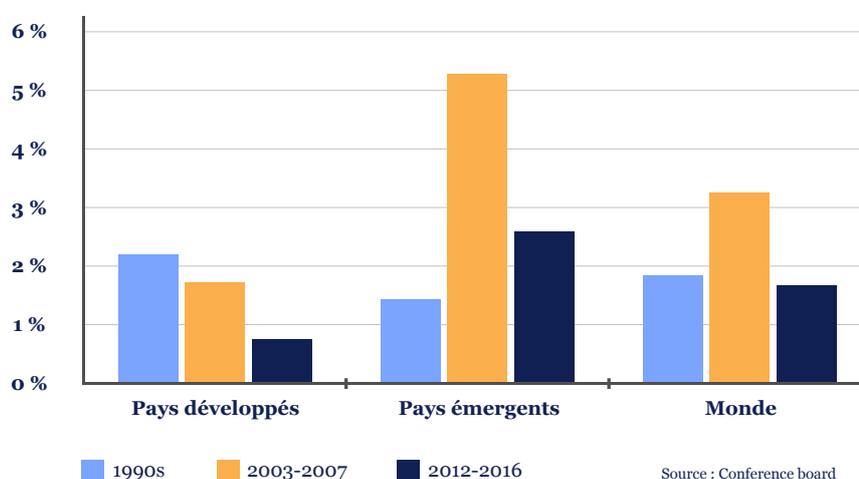
Maintenant que les principaux concepts liés à la productivité ont été définis (Décade de mai), nous pouvons nous attaquer à la question de son ralentissement depuis quelques années. Quelle est l'ampleur de ce mouvement ? Selon les données du FMI, calculées sur la base des parités de pouvoir d'achat, sur la période 2012-2016, le PIB mondial a progressé de 3,4 % en moyenne contre 5,1 % sur la période 2003-2007, mais cette nette décélération ne fait que ramener la croissance à son niveau moyen des années 80 et 90. Toutefois, le niveau de création d'emplois est resté à peu près le même : l'emploi progresse d'environ 1,3 % par an contre 1,5 % sur la période d'avant la crise. Autant d'emplois, moins de PIB : la différence provient d'une moindre productivité. Autre manière de constater la même chose : il faut dans la phase d'expansion actuelle moins de croissance pour faire baisser le taux de chômage dans des proportions équivalentes.

Un phénomène global

S'il ne fait pas les premières pages de journaux, le sujet inquiète la plupart des grandes institutions économiques comme le FMI ou l'OCDE qui ont consacré plusieurs rapports à cette question. Le sujet est également lié à la question de la « stagnation séculaire », un terme

repris à un économiste des années trente par Larry Summers qui l'emploie pour définir les conditions actuelles : croissance faible malgré un niveau de taux d'intérêt très bas. S'il attribue cette situation à un manque de stimulation de la demande finale, notamment par l'arme fiscale, d'autres considèrent qu'il s'explique davantage par des problèmes d'offre, c'est à dire in fine par la faiblesse de la croissance de la productivité.

Croissance de la productivité du travail



Comme le montre le graphique ci-dessus, à l'échelle de la planète, le ralentissement de la productivité semble nous avoir ramené au niveau des années 90, mais il faut aussi prendre en compte les effets de composition. En effet, les pays émergents représentent une part bien plus importante du PIB mondial ; or depuis qu'ils sont entrés dans une phase de convergence, ces pays connaissent des croissances de la productivité plus élevées que dans les pays développés. En réalité, la croissance de la productivité a ralenti sur les dernières années aussi bien dans les pays développés que dans les pays émergents. Des études sectorielles montrent également un ralentissement généralisé. Il s'agit donc bien d'un phénomène global.

Un mouvement plus ancien que la grande crise financière au niveau de la frontière technologique

Dans les économies développées, le mouvement est en réalité plus ancien. En effet, la croissance de la productivité semble y avoir atteint un point haut à la fin des années 90 et ralentir depuis, le mouvement s'étant accéléré après la crise de 2008. Par ailleurs, tous les pays développés semblent connaître le même parcours. Dans un article intitulé « The Pre-Great Recession Slowdown » ⁽¹⁾, Gilbert Cette, John Fernald et Benoît Mojon analysent ce ralentissement. Leur première constatation est celle de l'interruption du processus de convergence des pays européens et du Japon vers le milieu des années 90. Ce mécanisme très puissant faisait rattraper à ces pays leur retard par rapport aux États-Unis, notamment grâce à la diffusion et l'adoption des pratiques américaines.

⁽¹⁾ Cette, Gilbert & Fernald, John & Mojon, Benoît, 2016. « *The pre-Great Recession slowdown in productivity*, » *European Economic Review*, Elsevier, vol. 88^(C), pages 3-20.

Leur deuxième constatation est que les pays européens, à l'exception du Royaume-Uni ont finalement peu participé à la révolution de l'informatique et de la communication alors que celle-ci a un double impact positif pour les États-Unis : un impact direct par les gains de productivité directs dans ces secteurs et un impact indirect par les investissements informatiques dans le reste de l'économie qui ont permis à de nombreuses activités de se restructurer pour devenir plus efficaces. Les auteurs montrent effectivement que si la fin des années 90 avaient été caractérisée par une très forte contribution du secteur des TMT, la période entre 2000 et 2004 a vu les bénéfices de l'informatisation se propager aux autres secteurs et notamment aux services marchands, mais la contribution de ces secteurs s'est normalisée depuis 2004.

Si la révolution informatique a joué à plein aux États-Unis, ses effets semblent s'être taris et se pose la question d'un éventuel ralentissement de l'innovation. C'est d'ailleurs l'objet d'un grand débat entre les techno-optimistes⁽²⁾, qui considèrent que le ralentissement actuel n'est que passager et que les découvertes actuelles laissent entrevoir un nouvel âge d'or de la productivité, et les techno-pessimistes⁽³⁾ qui considèrent que l'essentiel des gains rapides de productivité est derrière nous. Mais à en juger par les faits, il semble bien que les gains de productivité atteints aux États-Unis à la fin des années 90 et au début des années 2000 soient derrière nous.

États-Unis : croissance de la productivité horaire du travail

(moyenne glissante sur cinq ans)



Source : Conference board

Des liens compliqués entre la finance et la productivité mis en évidence

La crise financière a laissé des traces, notamment en réduisant l'investissement et donc l'accumulation de capital du fait de l'incertitude et de conditions financières plus dures. Or, comme le montre une analyse du FMI⁽⁴⁾, les récessions sévères laissent une empreinte durable sur la productivité globale des facteurs. Autrement dit, les deux moteurs de la croissance de la productivité tournent au ralenti. En particulier, les entreprises à la situation financière trop fragile réduisent fortement leurs investissements, notamment en R&D.

⁽²⁾ Voir *The Second Machine Age* par Erik Brynjolfsson et Andrew McAfee

⁽³⁾ Voir *The Rise and Fall of American Growth: The U.S. Standard of Living since the Civil War* de Robert Gordon

⁽⁴⁾ *Gone with the Headwinds*, IMF staff discussion note, avril 2017

Mais des conditions financières trop favorables ne sont pas non plus nécessairement une bonne chose... L'article de Cette, Fernald et Mojon montre en effet que les booms de crédit pénalisent la croissance agrégée de la productivité en entraînant une mauvaise allocation des ressources que ce soit au niveau sectoriel ou même à l'intérieur des secteurs. La forte augmentation du crédit a tendance à profiter à des secteurs comme la construction, souvent moins productifs. Au sein d'un même secteur, l'abondance de crédit fait que les entreprises les moins productives se maintiennent en vie. Cet effet peut également se retrouver après une crise, lorsque les banques renouvellent des prêts à une entreprise en réalité insolvable, car peu productive, et ce pour éviter d'afficher des pertes sur ce prêt.

Une approche plus granulaire montre également un problème de diffusion

Si l'on considère l'économie américaine dans son ensemble, le ralentissement de la productivité globale à la frontière est indéniable. Mais c'est une analyse trop fruste, car on observe une grande hétérogénéité au sein des différents secteurs. Pour résumer, les entreprises les plus productives deviennent de plus en plus productives, même si cela se fait à un rythme plus lent depuis quelques années, alors que les entreprises les moins productives n'affichent aucune convergence vers la frontière technologique⁽⁵⁾.

Cette moindre diffusion des gains de productivité aux autres acteurs de l'économie peut s'expliquer par de nombreux facteurs. L'OCDE cite notamment la tendance des nouvelles technologies à créer des oligopoles ou des monopoles naturels ou des marchés où le gagnant emporte tout. Du fait d'effets de réseau ou de seuil technologique, certaines entreprises se retrouvent dominantes sur leurs marchés et rendent l'entrée de nouveaux concurrents impossible. Cette réduction de la concurrence pénalise la croissance agrégée.

Que faire pour relancer la croissance de la productivité ?

Le problème est d'autant plus complexe que le ralentissement actuel de la productivité provient à la fois de la frontière technologique et des mécanismes de diffusion au reste de l'économie. Néanmoins, toutes les études citées convergent sur différentes prescriptions. L'éducation est un levier important, mais il ne faut pas surestimer son impact dans les pays développés. La massification de l'enseignement supérieur est derrière nous, il s'agit davantage de soutenir la recherche de pointe pour faciliter le développement de nouvelles technologies. L'investissement en infrastructures, le développement des partenariats entre les entreprises et les établissements de recherche sont des solutions bien connues.

Il faut également établir un cadre d'activité économique propice à l'expérimentation et au développement. Des niveaux trop élevés de réglementation des marchés de produits ou de services limitent les incitations à investir et à créer une nouvelle activité. Il en va de même pour le marché du travail. Les systèmes financiers doivent être à même d'accompagner la croissance des entreprises innovantes, que ce soit en termes de process ou de produits en permettant de rémunérer la prise de risque. Parmi les pays les plus avancés, le fait de pouvoir faire atteindre une taille importante aux entreprises les plus dynamiques et d'amener les entreprises peu productives à se restructurer ou à cesser leur activité est un facteur important dans le mécanisme de diffusion de la productivité.

⁽⁵⁾ *Productivity Puzzles*, discours de Andy Haldane, banque d'Angleterre, mars 2017
et *The Future of Productivity*, OCDE, juillet 2015

Conclusion

Il n'est pas impossible que le ralentissement de la croissance de la productivité à la frontière technologique soit durable, mais l'effet rattrapage par lequel la majorité des acteurs rejoint les plus avancés demeure un mécanisme important pour agir sur la croissance de la productivité moyenne de l'économie. Il suffit de penser aux Trente Glorieuses qui furent avant tout une période de rattrapage des États-Unis par les économies européennes. L'histoire et l'analyse économique montrent que la concurrence reste le principal moteur pour dynamiser cet effet de rattrapage.

Reçu 10/10

juin 2017

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

«NON, ce n'était pas mieux avant» Johan Norberg — Plon



Le monde n'a jamais été aussi mal ? Insécurité, pauvreté, inégalités, l'opinion courante les porte au maximum ressenti ; pourtant jamais l'humanité n'a vécu aussi bien, aussi nombreuse, aussi longtemps !

J. Norberg traite 10 thèmes qui vont de l'alimentation, à la santé, l'environnement, l'égalité, etc. et nous démontre les effets formidables et mesurables du progrès. Pour les mesurer il faut du réalisme et sortir des idées reçues et des préjugés répandus par ceux qui n'ont pas l'exigence de la connaissance ou qui vivent du ressentiment. L'optimisme n'est pas la naïveté pour autant, mais il est évident que l'âge d'or n'appartient pas au passé, mais plutôt les famines, les épidémies, les guerres et l'ignorance...

Si, dans sa préface, Matthieu Laine voit essentiellement une composante psychologique — la nostalgie de la jeunesse — à cette perception négative et erronée du présent (et de l'avenir) en faveur du passé, il y a incontestablement aussi une composante politique : la peur entretenue et le monopole de la définition du bien collectif par l'État qui justifie les interventions sans cesse croissantes de la puissance publique dans l'ordre privé et qui refonde ainsi la légitimité de celles-ci. Tocqueville l'avait déjà bien anticipé.

Aussi, il est bon de réaliser d'où nous venons et à quoi nous devons les progrès réalisés par l'humanité ; les adeptes de la décroissance peuvent la choisir pour eux-mêmes, mais elle ne peut être un choix collectif au risque d'une régression formidable. S'alerter avec [Stiglitz](#) est sain, mais agir selon [Deacon](#) est sans doute plus utile à la poursuite du progrès de notre condition collective (voir les œuvres de ces deux « prix Nobel » d'économie).

Collé 0/10

juin 2017

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Pas de cancrs ce mois-ci ?

Certainement, les propos et projets politiques étaient trop nombreux dans la période électorale française pour ne pas inclure des erreurs et des contresens majeurs, et on en a vu de sérieux ! Les relever tous aurait été impossible et n'en relever quelques-uns aurait été injuste... Profitons du résultat des élections anglaises (encore du UK bashing ?) pour rappeler simplement que cette nation qui nous est chère s'est relativement appauvrie de presque 20 % par rapport au reste du monde (Dollar et euros), par la simple baisse de la livre provoquée par le Brexit... Une punition qu'elle s'est imposée elle-même et que certains en France nous proposaient. Pour une fois au pays de Descartes, la rationalité l'a emporté, même si tellement de bêtises économiques ont été dites...

Parole d'entrepreneur

juin 2017

Victor Paraire et sa TPE de peintre en décors et trompe-l'œil



En 2004, après une formation à l'IPEDDEC, Victor Paraire lance sa TPE de peintre en décors et trompe-l'œil. Une activité qui l'amène à travailler aussi bien sur les chantiers de rénovation des hôtels Crillon ou Lambert que sur le nouveau siège de Coca Cola à Issy-les-Moulineaux ou pour Google ! Et une palette qui va de la restitution de faux marbres 17^e à la création de matières contemporaines inédites... Ses chantiers se facturent entre 10 et 100 000 euros. Ils recrutent de 1 ou 6 personnes par opération, professionnels pointus (issus des Arts Déco, de l'École du Louvre, des Beaux Arts) comme petites mains (simples peintres en bâtiment).

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

À aucun moment, au sortir de ma formation, je ne me suis posé la question de devenir salarié, même si j'ai eu plusieurs propositions. J'avais envie d'éclectisme et la plupart des grandes entreprises de décors se spécialisent dans un créneau, le monument historique, le moderne, le bureau, le particulier, etc. Je voulais toucher à tout, à toutes les techniques et continuer à apprendre. Sortant par ailleurs de 10 ans chez les pompiers — je sais, c'est surprenant ! —, je

me sentais parfaitement à même de tenir des engagements et de manager une équipe. J'ai donc foncé et je ne le regrette pas même si parfois, j'ai le sentiment de travailler très dur, sans filet avec parfois une forme de découragement quand la trésorerie ne suit pas comme elle le devrait !

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Dans ma TPE, c'est sur moi, le chef d'entreprise donc, que repose le business. C'est moi seul qui répond aux appels d'offres, invente et développe des techniques et des matières, propose des réponses aux demandes des architectes et des décorateurs — dont je suis sous traitant — développe mon réseau, bref, c'est donc à moi d'aller chercher des chantiers, en permanence. Je gère aussi l'approvisionnement en matériel et la logistique. Mais une fois l'opération lancée, évidemment, le dialogue est ouvert avec les gens que j'ai recrutés pour travailler de la façon la plus intelligente et la plus efficace possible. Même si c'est forcément moi qui, in fine, tranche et surtout gère les problèmes et les ennuis !

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La valeur ajoutée de mon entreprise est d'abord esthétique et artistique, il s'agit d'apporter de l'unique et du beau. Au delà de ça, j'ai une grande fierté à pouvoir continuer à faire travailler régulièrement des gens dans un secteur complexe, très concurrentiel, où beaucoup restent sur le carreau. Notre métier permet aussi de réconcilier une certaine qualité culturelle française, inscrite dans la durée et l'exigence contemporaine de l'immédiateté, du temps court. De cela, je suis très fier aussi ! Je trouve enfin valorisant de proposer et de réaliser du travail bien fait, inventif et technique — je peux passer des mois à mettre au point techniquement une matière ! — à un moment où la plupart des écoles de formation, toutes subventionnées, ne sélectionnent pas leurs étudiants comme elles le devraient et produisent des légions de gens incompetents.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Même si tout le monde m'avait prévenu, je n'aurais jamais imaginé la lourdeur administrative que je subis à tous les stades, et notamment celui de la réponse aux appels d'offres. J'ai souvent le sentiment que ces derniers cherchent à éliminer les petites entreprises par tous les moyens, ce qui dans les faits, nous conduit à accepter souvent d'être sous traitants, contre des commissions exorbitantes, dont le client fait finalement les frais : si je perds 40 % sur un chantier, le client a aussi une prestation amputée de 40 %. Il se passe souvent 2 mois avant que je puisse récupérer un document qui m'est nécessaire auprès d'un organisme ou un autre ! C'est une éternité... même si les organismes en question, sans doute débordés par la bureaucratie, ont l'air de trouver que c'est normal. Je salue d'ailleurs la création de la plate-forme attestationlegale.fr, réseau social B2B qui collecte, authentifie et diffuse le dossier administratif de façon sécurisée. Il simplifie assez efficacement la vie des TPE. Mais le principal problème est évidemment celui des délais de paiement — 90 jours, en réalité — qui me plongent dans des affres de trésorerie fréquentes. L'effet domino est catastrophique sur mes sous-traitants, eux-mêmes petits, même si j'essaie de les payer en priorité. C'est aussi un cercle vicieux terrible : les frais bancaires

s'accumulent, les pénalités pour paiement en retard des cotisations diverses aussi. Les banques, sans doute parce qu'elles-mêmes sont soumises à une réglementation pesante, ne jouent pas du tout leur rôle de soutien à cette petite économie qui pourtant maille un pays : elles ne pratiquent plus l'affacturage pour les TPE, c'est très dommageable, il faudrait qu'elles puissent à nouveau le faire.
